

## ACCORD CADRE DE TRAVAUX

### CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP-AC)

(CCP-AC n° 2025-DMLF-UMOEDPF-04)

#### *Maîtrise d'ouvrage*

Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Transition Écologique

Direction Générale des Territoires et de la Mer de Guyane

Direction de la Mer, du Littoral et des Fleuves

#### *Représentant de l'Acheteur (RA)*

Monsieur Ivan Martin, Directeur Général de la Direction Générale des Territoires  
et de la Mer de Guyane

Conformément à l'arrêté n° R03-2024-04-05-00002 du 05 avril 2024

#### *Objet du marché*

Travaux d'entretien des criques en Guyane

#### *Remise des offres*

Date et heure limite de réception : 17/09/2025 - 12h30  
(heure de Guyane)

Le présent CCP-AC comporte 24 pages

## Table des matières

ARTICLE 1 - Objet, intervenants, dispositions générales.....	3
1.1 Objet de l'accord cadre.....	3
1.2 Durée de l'accord cadre.....	3
1.3 Titulaire et Montant de l'accord cadre.....	3
1.4 Sous traitance.....	3
1.5 Décomposition en tranche et en lot.....	4
1.6 Représentation de l'acheteur et de la maîtrise d'œuvre.....	4
1.7 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.....	4
1.8 Dispositions générales en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	5
1.9 Assurances de responsabilité civile de droit commun.....	5
ARTICLE 2 - Pièces constitutives de L'accord cadre.....	6
ARTICLE 3 - Prescriptions techniques.....	7
3.1 Généralités.....	7
3.2 Conditions générales d'exécution des Marchés subséquents.....	10
3.3 Travaux d'abattage mécanique ou d'enlèvement d'embâcle (Chablis).....	13
3.4 Travaux d'élagage et d'abattage manuel.....	14
3.5 Travaux de dessouchage.....	14
3.6 Travaux de curage.....	15
3.7 Responsabilités du titulaire.....	15
ARTICLE 4 - Prix du marché.....	16
4.1 Contenu des prix.....	16
4.2 Actualisation des prix.....	16
4.3 Modalités de transmission des factures.....	16
ARTICLE 5 - Durée des travaux.....	17
ARTICLE 6 - Pénalités.....	17
6.1 Pénalités pour retard d'exécution.....	17
6.2 Absences au rendez vous de chantier.....	17
6.3 Non respects des clauses sociales.....	18
ARTICLE 7 - Clauses sociales et environnementales.....	18
7.1 Clauses sociales.....	18
7.2 Clauses Environnementales.....	22
ARTICLE 8 - Clauses de financement et de sûreté.....	22
8.1 Retenue de garantie.....	22
8.2 Avance.....	23
ARTICLE 9 - Résiliation.....	23
ARTICLE 10 - Dérogations aux documents généraux.....	24

## **ARTICLE 1 - OBJET, INTERVENANTS, DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1 Objet de l'accord cadre**

Le présent accord cadre concerne des prestations d'élagage et de bûcheronnage mécanique ou manuel sur les criques sur le territoire de la Guyane, notamment dans la partie littorale afin de réduire les risques pour la navigation.

Les travaux pourront être réalisés dans le lit de la rivière (Curage ; Enlèvement d'embâcles, de troncs flottants ; Arasement de souches) ou sur les berges (Abattage, élagage).

Le lieu d'exécution des prestations est l'intégralité des cours d'eau situés sur le territoire de la Guyane, mais les travaux seront principalement réalisés sur les criques et fleuves côtiers situés sur le territoire des communes du littoral.

Si l'accord cadre est conclu avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

### **1.2 Durée de l'accord cadre**

L'accord cadre est conclu pour une durée de 4 ans.

Il n'est pas prévu de reconduction.

### **1.3 Titulaire et Montant de l'accord cadre**

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum d'un million d'euros (1 000 000 €) sur la durée totale de l'accord cadre.

### **1.4 Sous traitance**

Le titulaire peut sous-traiter certaines prestations de son marché. Néanmoins, **les travaux réalisés à l'aide de la pelle amphibie ne pourront pas être sous-traités.**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance.

Le titulaire doit joindre en sus des documents exigés par l'article R2193-1 du Code de la Commande publique, une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros**

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### **1.5 Décomposition en tranche et en lot**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

### **1.6 Représentation de l'acheteur et de la maîtrise d'œuvre**

Pour l'exécution de l'accord cadre, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieurs, par le Directeur Général des Territoires et de la Mer de la Guyane.

Pour l'exécution des marchés subséquents, en fonction du montant, le maître d'ouvrage sera représenté par :

Montant du marché subséquent	Représentant de l'Acheteur
< 90 k€	M le chef du Service Opérations Maritimes et Fluviales
90 k€ < < 150 k€	M le Directeur de la Mer, du Littoral et des Fleuves
> 150 k€	M le Directeur Général des Territoires et de la Mer de la Guyane

La maîtrise d'œuvre est assurée par le chef de l'Unité Maîtrise d'Ouvrage et Entretien du Domaine Public Fluvial (UMOEDPF) ou son représentant.

Les personnes habilitées à signer les constats de travaux seront désignés dans les pièces particulières des marchés subséquents.

### **1.7 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, l'accord cadre pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG travaux. Cette résiliation pourra être accompagnée d'une exécution aux frais et risques du titulaire.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1.8 Dispositions générales en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre, les documents demandés par ledit article.

La monnaie de compte de l'accord cadre est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

### **1.9 Assurances de responsabilité civile de droit commun**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, il répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code Civil.

#### **Dispositions Communes**

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-travaux, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire devra fournir une attestation avant la notification de l'accord cadre, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il devra également adresser ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de l'accord cadre.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra aussi justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera enfin au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ... ).

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution de l'accord cadre peut entraîner la résiliation de plein droit de l'accord cadre par le maître d'ouvrage.

#### **Assurance de responsabilité civile de droit commune**

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- Dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

Cette attestation doit émaner

exclusivement d'une compagnie d'assurances, d'un agent général, ou d'une mutuelle.

Le titulaire s'engage formellement à avertir la personne publique de tout changement d'assureur en cours d'exécution des prestations, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

## **ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les pièces constitutives de l'accord cadre sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- Pièces particulières de l'accord cadre :
  - L'Acte d'Engagement de l'Accord-Cadre (AE-AC) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi ;
  - Le présent cahier des charges particulières (CCP-AC).
- Pièces particulières des marchés subséquents :
  - L'Acte d'Engagement des marchés subséquents (AE-MS) , dont l'exemplaire original qui sera conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi ;
  - Les annexes financières des marchés subséquents. En fonction des marchés, celles-ci pourront être constituées par :
    - Le détail estimatif du marché subséquent (DE-MS) ;
    - Le bordereau des prix du marché subséquents (BPU-MS) ;
    - La décomposition du Prix global et forfaitaire du marché subséquent (DGPF-MS).
- Pièce générale :
  - Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux.

## **ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

### **3.1 Généralités**

#### Sécurité et équipements de protection individuels

La législation du travail sera strictement respectée.

Préalablement au démarrage des prestations, il sera réalisé une inspection commune préalable du chantier avec le Maître d'œuvre conformément aux articles R.4511-1 à R4514-10 du code du travail.

Règles de sécurité à respecter durant les travaux à réaliser dans le cadre du marché :

- Le prestataire prendra toutes les dispositions pour respecter les règles de sécurité pour ses personnels ;
- Les personnels en place devront porter chacun des EPI adaptés aux chantiers et un Gilet de sauvetage (pour les risques de chute à l'eau) ;
- Le prestataire devra être équipé d'une embarcation armée installée au droit de chaque zone de travaux, pour faciliter la gestion de la navigation au droit de la zone de chantier et intervenir en urgence en cas de besoin.

On veillera au respect des consignes de sécurité relatives à chaque opération, en particulier au niveau :

- Des protections individuelles : casques, chaussures, gants, baudriers, gilets de sauvetage, ceinture de sécurité, cordes d'escalade, estropies... ;
- De l'équipement : cordes en bon état, pour le halage et l'encordement des hommes ;
- Du matériel mécanique en état de marche, organes de sécurité opérationnels agréés par les organismes ;
- De l'installation et du fonctionnement des treuils et systèmes d'accrochage conformes aux règles de l'art.

La présence ou la manœuvre d'engins sur les cours d'eau ou les voies publiques sera correctement signalée.

Le prestataire devra se conformer avant tout démarrage de chantier aux ordres et consignes du représentant du maître d'œuvre avec la prise en compte des conditions d'intervention sur les ouvrages de navigation (exploitation des ouvrages, risques de crue, débit hydraulique important, intempéries). Si les conditions de réalisation des travaux ne le permettent pas pour les motifs mentionnés, le chantier pourra alors être interrompu, annulé ou reporté.

le titulaire devra disposer, en permanence prêt à fonctionner, d'un matériel de sauvetage adapté à ses chantiers comprenant au moins une barque de sécurité équipée du matériel de sauvetage réglementaire.

Aucun chantier ne peut se dérouler sans la présence simultanée d'au moins deux personnes.

Sur les chantiers occupant des zones où sont susceptibles de se mouvoir des tiers, le titulaire délimite le secteur de travail par un balisage qu'il lui appartient de déplacer au fur et à mesure de l'avancement du chantier, le cas échéant. La délimitation des périmètres à protéger ainsi tient compte des risques de chute de branches.

le titulaire doit repérer, à chaque interruption du travail sur un secteur donné, et en fin de travail sur ce secteur, les branches restées suspendues dans la ramure, et les en décrocher.

Les zones de parking des engins devront être identifiées avant le démarrage des travaux. Une signalisation adéquate devra être installée pour signaler les engins stationnés en dehors des heures de travail.

Règles particulières de protections individuelles :

- Ne jamais travailler seul sur ou au bord des canaux ;
- Obligation de savoir nager pour les personnes travaillant à proximité immédiate de l'eau ;
- Port du gilet de sauvetage obligatoire pour les personnes travaillant à proximité immédiate de l'eau ;
- Port des bottes interdit pour les personnes travaillant à proximité immédiate de l'eau ;
- Présence obligatoire sur le chantier bord à voie d'eau d'une barque avec rames et d'une bouée avec ligne de jet de 25 m ;
- Moyen de communication sur le chantier : Le titulaire devra être en mesure de communiquer à n'importe quel moment avec le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ou les services de secours. Dans les zones non couvertes par le réseau de téléphonie mobile, il devra être équipé d'un moyen de communication adéquat permettant d'assurer ces communications.

### Accès au chantier

**Il est porté à la connaissance que certains chantiers ne seront accessibles que par voies d'eau.**

L'accès de l'entreprise à partir du réseau routier public devra être soigneusement étudié par le titulaire pour préserver les biens des riverains et l'état des viabilités des voies empruntées.

Le titulaire devra porter une attention particulière aux échasses des palétuviers situés à proximité du chantier. Ces échasses ne devront en aucun cas être endommagées, coupées ou arrachées afin de ne pas déstructurer leur système racinaire retenant la vase.

Le titulaire devra obtenir toutes autorisations privées ou publiques nécessaires. De plus, le titulaire est réputé avoir effectué une reconnaissance précise des voies d'accès, des dégradés et des cales inclinées, de leur état et de leur aptitude à supporter le passage de ses matériels.

Le titulaire doit impérativement les remettre dans leur état initial de viabilité et d'aménagement dès la fin de leur utilisation par ses matériels.

L'accès au chantier ne sera autorisé uniquement qu'aux personnes en charge des travaux et de l'entretien des engins nécessaires.

L'accès aux berges se fera par voies d'eau ou via des cheminements existants s'ils existent.

Le titulaire est également tenu de connaître l'existence des réseaux aériens ou souterrains (EDF, GDF, eau, Télécom...) et de mettre en œuvre les moyens nécessaires à leur préservation.

### Propreté et nettoyage du chantier

L'entreprise sera tenue d'assurer la propreté de son chantier. Le bois et les branchages seront débités et mis en andains sur les berges au rythme des travaux. Dans certains cas, les bois issus de l'abattage et de l'élagage seront évacués.

En tout état de cause, l'entreprise restera seule responsable des accidents pouvant survenir en cas de défaut ou insuffisance de nettoyage, et pour tout défaut de signalisation.

Les zones d'intervention seront soigneusement nettoyées le jour même, les moyens et les techniques mis en œuvre devant tenir compte de cette obligation. En cas de manquement, le représentant du maître d'ouvrage se substituera sans préavis, à l'entreprise par mesure de sécurité publique.

Les frais de balayage, de rangement ou d'évacuation seront à la charge du titulaire et l'Administration aura la faculté, sans formalité, de déduire ces dépenses des sommes dues au titulaire. Cette intervention de l'Administration ne dégagera pas le titulaire de sa responsabilité envers les tiers.

### Pollutions accidentelles

Le titulaire devra prendre toutes les mesures pour favoriser l'aspect développement durable et prévenir et ensuite limiter l'impact d'une pollution accidentelle. Dans ce cadre :

- Il utilisera des huiles spécifiquement conçues pour des circuits hydrauliques fonctionnant dans un secteur où l'environnement est sensible. Dans de tels secteurs, il faut utiliser de l'huile dont le déversement et les fuites doivent avoir l'effet le plus limité possible sur les animaux, les plantes et l'eau.
- Il devra être équipé d'un kit d'intervention pour des pollutions marine. Ces kits permettent de contenir et éliminer les pollutions dans le navire ou à la surface de l'eau pour en empêcher la propagation. Ils sont conditionnés en sacs, fûts ou coffres pour une capacité d'absorption jusqu'à 800 litres. Ils contiennent notamment des absorbants hydrocarbures ainsi que le nécessaire à la manipulation sécurisée de ceux-ci.

Tous les personnels présents sur le chantier devront avoir été formés à la mise en œuvre des éléments présents dans le kit de dépollution.

### Consignes diverses

Une réunion pourra avoir lieu sur convocation du représentant du maître d'ouvrage ou de son représentant, avant le démarrage des prestations.

Le titulaire devra alors coordonner ses travaux en fonction des interventions des autres entreprises. Ces sujétions ne donnent droit à aucune indemnisation du titulaire.

En cas d'accident, Le titulaire avertira le contact du représentant du maître d'ouvrage.

Le journal sera tenu en permanence à la disposition du service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques.

L'unité de la police de l'eau de la DGTM mais aussi le maître d'ouvrage se réservent la possibilité de venir opérer des contrôles inopinés pour vérifier la bonne tenue du chantier. Selon les observations faites, des dispositifs de réajustements et/ou de sécurisation pourront être demandés au titulaire qui devra s'y conformer.

## **3.2 Conditions générales d'exécution des Marchés subséquents**

### **Prescriptions générales**

Les prestations seront exécutées conformément aux conditions techniques, normes et règlements, ainsi qu'aux lois, arrêtés, circulaires ministériels en vigueur à leur date d'exécution.

Les abattages seront réalisés par des bûcherons qualifiés avec le matériel nécessaire.

Les arbres abattus seront débités et façonnés au fur et à mesure de l'abattage.

Le titulaire devra utiliser l'outillage et le matériel les mieux adaptés tant à la bonne exécution des prestations à effectuer qu'à la sécurité de son personnel et des tiers, ainsi qu'à la sauvegarde de l'environnement.

Les outils de coupe seront correctement affûtés et désinfectés avant chaque intervention afin de limiter les risques de déchirures et de propagation parasitaire.

Dans le cadre de ces prestations, l'organisation du chantier devra tenir compte du fait qu'un passage libre pour les embarcations nautiques de tout type devra être maintenu à proximité des travaux.

Dans le cas où le titulaire du marché doit emprunter des chemins, des terrains privés ou publics, etc, il lui appartiendra de faire toutes les démarches nécessaires auprès des propriétaires ou gestionnaires des lieux.

Le titulaire devra solliciter le représentant du maître d'ouvrage pour obtenir l'autorisation de circuler avec ses engins.

Tout dommage causé par le titulaire avec ses engins devra être réparé à ses frais suivant les dispositions qui lui seront précisées par les services intéressés. L'entreprise effectuera un état des lieux contradictoire avec le représentant du maître d'ouvrage et prendra toutes les dispositions auprès des gestionnaires et des concessionnaires concernés.

S'il transporte des matériaux en utilisant des voies terrestres existantes, le titulaire devra prendre toutes les dispositions pour qu'à tout moment les matériaux tombant sur les chaussées soient évacués.

Chaque marché subséquent définit précisément les différentes prestations à réaliser.

Le prestataire remettra son offre de prix au maître d'ouvrage au plus tard sous 15 jours calendaires suivants la demande.

Le titulaire de l'accord-cadre, en présence d'un représentant du maître d'ouvrage, effectue la visite préalable du chantier, évalue l'importance des travaux à effectuer et rédige conjointement l'inspection commune préalable.

Il est rappelé au prestataire sur le fait que seules seront rémunérées les prestations qui auront fait l'objet d'une identification claire lors de la visite préalable et qui sont ainsi reprises dans le marché subséquent.

Le titulaire de l'accord cadre tiendra le représentant du pouvoir adjudicateur informé du démarrage et de la fin des prestations, ainsi que des interruptions éventuelles qui devront être dûment justifiées dans le cas où elles impliqueraient un report de la date de fin de prestations initialement prévue.

**Aucun brûlage à l'air libre n'est autorisé dans le cadre de cet accord cadre.**

### Réunion préparatoire

Avant la conclusion des marchés subséquents, une réunion préparatoire de chantier sera organisée avec le représentant du maître d'œuvre où seront précisés :

- Le type de chantier concerné (élagage ou abattage, évacuation des produits de coupe issus d'un chantier par voie fluviale) et le lieu ;
- L'identification et le marquage si nécessaire des arbres ou linéaire d'arbres ou des sites à traiter ;
- La durée et le planning du chantier ;
- Le cas échéant, le mode de stockage ou la filière de valorisation des produits envisagé ;
- Les informations et documents relatifs à la sécurité.

La visite préalable du titulaire de l'accord cadre en présence du maître d'ouvrage permettra d'identifier et apprécier l'importance du chantier. Elle sera l'occasion d'évaluer le volume de bois à gérer en vue de son évacuation, de sa valorisation ex situ ou de sa valorisation in situ. Cette estimation sera proposée par le titulaire de l'accord cadre et validée par le maître d'ouvrage. La visite préalable devra également permettre de préciser les modalités d'accès au chantier et, éventuellement les zones de stockage du bois.

### Réunion de chantier

Le maître d'œuvre organisera une réunion hebdomadaire sur le chantier à laquelle devra participer le responsable des travaux de l'entreprise.

Cette réunion, qui aura lieu sur site, rappellera entre particulier les différents points listés ci-dessous. Elle fera l'objet d'un compte rendu rédigé par le maître d'œuvre, détaillant notamment :

- Les travaux exécutés au cours de la semaine écoulée ;
- Les travaux exécutés depuis le démarrage de la campagne de curage et le respect du planning ;
- Incidents rencontrés sur le chantier et mesures correctives mises en place pour y remédier.

Le journal de chantier sera visé par le maître d'œuvre au cours de la réunion de chantier.

### Travaux communs à tous les marchés subséquents

L'ensemble des marchés subséquents comprendra les prestations suivantes :

- La visite préalable du chantier identifiant la nature, l'importance du chantier et les contraintes du site ;
- La tenue quotidienne du journal de chantier qui précisera à minima les difficultés, incidents et accidents survenus ainsi que les durées de travail et plages horaires de fonctionnement de la pelle amphibie ;
- L'amenée et le repli du matériel et des moyens humains nécessaires à la réalisation des prestations ;
- L'amenée et le repli du matériel nécessaire à signalisation et la sécurité du chantier ;
- L'amenée et le repli du matériel nécessaire pour assurer l'hygiène des ouvriers pendant toute la durée du chantier ;

- Le ravitaillement en carburant du chantier ; Une attention particulière devra être observée lors du plein de carburant afin qu'il n'y ait aucune fuite dans le milieu ;
- La remise en état du site et des accès après travaux.

### Informations aux usagers

Un arrêté préfectoral de restriction de la navigation sera pris pour définir les modalités de navigation au droit de la zone de travaux et d'accès aux installations concernées. Il sera publié au registre des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la mairie concernée au moins 2 semaines avant le début des travaux.

Le maître d'ouvrage avertira les opérateurs touristiques via l'office du tourisme de la Guyane.

Un panneau d'information sera installé 7 jours avant le démarrage des travaux au droit de la zone de chantier pour informer les usagers des différentes installations.

L'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral de restrictions de navigation, notamment la pose, la maintenance et la dépose de la signalisation du chantier sera assuré par le titulaire. À ce titre, il communiquera au maître d'œuvre le numéro de portable sur lequel pourra être joint le responsable du chantier pendant et en dehors des heures de travail.

Les lieux de pose des panneaux seront définis contradictoirement avec le maître d'œuvre lors de la réunion préparatoire.

Pendant l'exécution des travaux définit dans les marchés subséquents, la navigation fluviale sur la crique concernée sera maintenue, elle pourra être toutefois réglementée sur les sections concernées par les travaux. Le maître d'ouvrage se chargera de la circulation et de la signalisation qu'il jugera nécessaire de mettre en place.

L'endroit du stationnement des engins en période de non fonctionnement sera arrêté conjointement avec le maître d'œuvre.

Le titulaire mettra en place à ses frais un gardiennage de son matériel s'il le juge nécessaire. Le personnel affecté au gardiennage devra être identifié auprès du maître d'œuvre.

Les engins seront signalisés la nuit par un point lumineux de couleur blanche.

### Autorisation loi sur l'eau

L'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique.

L'entretien régulier, précisé par l'article L 215-14 du Code de l'Environnement, correspond à :

- L'enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non ;
- L'élagage ou le recépage de la végétation des rives ;
- Le faucardage localisé.

L'objectif de l'entretien régulier est de permettre le libre écoulement des eaux tout en maintenant une qualité écologique du cours d'eau et de ses abords.

L'intervention mécanique dans le lit mineur d'un cours d'eau n'est autorisée qu'après accord explicite de l'administration.

Le maître d'ouvrage se chargera d'obtenir les autorisations administratives nécessaires avant le démarrage des travaux.

### **3.3 Travaux d'abattage mécanique ou d'enlèvement d'embâcle (Chablis)**

#### **Nature des travaux**

Les arbres à abattre et les chablis à enlever seront désignés par le maître d'œuvre lors de la réunion préparatoire et la visite préalable.

La prestation comprendra :

- La fourniture et la mise en œuvre des moyens humains et matériels permettant de réaliser l'ensemble de la prestation ;
- L'installation de la signalisation du chantier et la mise en sécurité du chantier ;
- La mise en sécurité éventuelle des arbres à abattre ;
- L'élagage préalable des branches charpentières et des branches secondaires ;
- L'abattage de l'arbre dans le lit du cours d'eau ou sur les berges ;
- L'enlèvement des bois susceptibles d'être emportés et pouvant créer des dommages aux ouvrages de navigation et aux bateaux ;
- L'enlèvement des embâcles et encombrants, obstruant le cours d'eau ou susceptibles de gêner l'écoulement et la navigation.
- Le débitage mécanique ou manuel des grumes et la mise en andains sur les berges à plus de 10 m des produits de coupes ;
- Le nettoyage et la remise en état du site.

#### **Moyens mécaniques**

Les zones de travaux se trouveront en milieu amazonien isolé, uniquement accessibles par voies d'eau.

L'abattage mécanique ou l'enlèvement de chablis se fera à l'aide d'une pelle amphibie qui devra être en conformité avec les législations et les réglementations françaises en vigueur. Le carnet de bord de l'engin devra être à jour.

L'engin devra posséder les caractéristiques techniques suivantes :

<b>Caractéristique technique</b>	<b>Niveau</b>
Poids de la pelle hydraulique	Supérieur à 22 T
Portée du bras	Jusque 15 m
Puissance	Minimum 80 kW
Profondeur de creusement	Jusque 11 m
Hauteur de prise	Jusque 14 m

### **3.4 Travaux d'élagage et d'abattage manuel**

Les arbres à élaguer ou abattre seront désignés par le maître d'œuvre lors de la réunion préparatoire et la visite préalable.

Les travaux comprendront :

- L'élagage des arbres implantés en bordure des canaux ou rivières ;
- L'abattage des arbres penchés orientés vers le cours d'eau, risquant d'être emportés ;
- Le débitage des résidus de taille et leur stockage en andains en un lieu approuvé ou désigné par le Maître d'œuvre.

Ces travaux concerneront les arbres risquant de former un obstacle à l'écoulement des eaux, menaçant la stabilité de la berge ou créant un risque avéré pour la navigation.

Les branches basses pouvant faire obstacle à l'écoulement des eaux ou à la navigation seront élaguées (branches en surplomb du cours d'eau ainsi que les branches inclinées sur l'eau et risquent de faire basculer l'arbre). On ne relèvera pas trop la couronne des arbres pour éviter le développement des gourmands.

Les grosses branches seront coupées pour alléger des arbres très inclinés et favoriser un redressement du port de l'arbre repéré. Si de telles coupes doivent être effectuées, on pratiquera d'abord un allègement pour éviter une cassure de la branche sous son poids pendant la coupe et une déchirure de l'écorce du tronc.

La coupe sera faite dans les règles de l'art, en respectant le col de la branche pour permettre la formation d'un bourrelet de cicatrisation. Les coupes seront franches et exécutées avec des engins bien affûtés.

Pour l'abattage, les coupes seront faites au ras du sol, parallèlement à la pente de la berge.

### **3.5 Travaux de dessouchage**

Le dessouchage des arbres abattus sur les berges ou dans le lit du cours d'eau sera nécessaire pour réduire les risques pour la navigation. Ce prix rémunère le retrait de l'ensemble du système racinaire d'un arbre ainsi que le remblaiement de la fouille.

Cette prestation comprend notamment :

- La fourniture et la mise en œuvre des moyens humains et matériels permettant de réaliser l'ensemble de la prestation ;
- Le dessouchage du système racinaire des arbres identifiés par le maître d'œuvre et les terrassements en déblais exécutés mécaniquement ou manuellement ;
- La mise en andains des résidus de dessouchage à au moins 10 du bord de l'eau ;
- Le terrassement de la zone pour assurer le nivellement de la zone touchée.

### **3.6 Travaux de curage**

Le curage des cours d'eau est une opération visant à rétablir le profil hydraulique initial du cours d'eau. Les travaux comprennent :

- La fourniture et la mise en œuvre des moyens humains et matériels permettant de réaliser l'ensemble de la prestation ;
- Le curage du cours d'eau sur une profondeur définie par le maître d'œuvre ;
- L'étalement des terres de curages sur les berges de façon à ne pas entraver l'écoulement des eaux de ruissellement.

### **3.7 Responsabilités du titulaire**

Le titulaire sera tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens lors de l'exécution de ses prestations.

La responsabilité du titulaire sera pleinement engagée pour tout dommage induit par la présence prolongée, sur le domaine public, de produits de coupe indésirables, ainsi que par la chute de branchages coupés et oubliés dans les arbres.

Si de quelconques dommages affectant équipements et plantations en place devaient survenir du fait ou indépendamment de son activité, le titulaire sera tenu d'en informer le représentant du maître d'ouvrage dans les plus brefs délais et de prendre toutes mesures immédiates pour sauvegarder la sécurité du public et la conservation des biens.

le titulaire veillera par toutes les mesures appropriées à ne pas entraîner de désordres ou de nuisances préjudiciables aux ouvrages publics et particuliers, aux propriétés riveraines, au fonctionnement écologique et hydraulique du cours d'eau. Il s'agit principalement :

- D'éviter toute dégradation des berges et toute action ayant pour effet de nuire à leur stabilité ;
- D'éviter tout grossissement des embâcles et des atterrissements en aval de la zone d'intervention ;
- De s'interdire tout déversement polluant en rivière ou dans la nappe alluviale (hydrocarbures, huiles, etc.) ;
- De procéder au nettoyage et à la remise en état des chantiers et des accès avant réception ;
- D'empêcher toute propagation des feux.

En cas de dégradations, le titulaire indemniserà à ses frais les dommages occasionnés.

Aucun recours contre le maître d'ouvrage ne pourra être engagé.

## **ARTICLE 4 - PRIX DU MARCHÉ**

Les prix définis dans les pièces particulières des marchés subséquents seront fermes et actualisables.

Les marchés subséquents pourront être à prix unitaire ou global et forfaitaire en fonction des natures de travaux qui seront concernées.

### **4.1 Contenu des prix**

Les prix des marchés subséquents seront établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces particulières desdits marchés.

### **4.2 Actualisation des prix**

Les prix sont établis sur la base du « mois zéro » indiqué en page de garde de l'acte d'engagement du marché subséquent.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des travaux - objet des marchés subséquents pourra être, en fonction de la nature des travaux envisagés :

- TP06b : Dragages fluviaux et petits dragages maritimes ;
- EV4 : Travaux entretien espaces verts

L'indice retenu sera précisé dans les pièces particulières des marchés subséquents.

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation est effectuée le cas échéant par application d'un coefficient donné par la formule :

$$C(n) = \text{Indice}(n-3) / \text{Indice}(0)$$

Avec

- C : coefficient d'actualisation
- n correspond au mois de lancement des prestations
- 0 correspond au « mois zéro »
- n-3 correspond au mois n moins 3 mois

### **4.3 Modalités de transmission des factures**

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les informations utiles au dépôt des factures sont :

- Le numéro d'engagement juridique du marché subséquent ;
- Le code du service exécutant de la dépense : PRFPLTF973 ;
- Le SIRET de l'État : 11000201100044

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro d'engagement juridique du marché subséquent ;
- Le numéro de SIRET de l'entreprise ;
- Les coordonnées bancaires du compte de l'entreprise sur lequel elle souhaite être payée.

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **ARTICLE 5 - DURÉE DES TRAVAUX**

La durée de l'accord cadre est indiquée à l'article 1.2 du présent document.

La durée des travaux, objet des marchés subséquents, sera précisée dans les pièces particulières desdits marchés.

## **ARTICLE 6 - PÉNALITÉS**

Les pénalités suivantes seront appliquées lors de l'exécution des marchés subséquents.

### **6.1 Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, le titulaire subit, du fait du retard pris pour exécuter les travaux dans les délais contractuels prévus par l'acte d'engagement des marchés subséquents, une pénalité journalière de 150 €.

### **6.2 Absences au rendez vous de chantier**

En cas d'absence à la réunion de chantier ou de la cellule de synthèse le titulaire encourt une pénalité fixée à 1000 € sans mise en demeure préalable.

### **6.3 Non respects des clauses sociales**

Les pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

<b>Manquement constaté</b>	<b>Pénalité forfaitaire applicable</b>
Non-respect du nombre d'heures d'insertion et/ou de formation	100 € / heures non réalisés
Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale	300 €
Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle	300 euros par document

Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire après mise en demeure restée infructueuse.

Les exonérations de pénalités en cas de difficultés d'exécution doivent respecter les conditions prévues à l'article 4. – Difficultés éventuelles de réalisation. Dans ce cas, la pénalité ne s'applique pas à la part des heures d'insertion initialement prévues pour lesquelles l'acheteur ou le facilitateur ne sont pas parvenus à trouver un moyen pour le titulaire d'y recourir.

Le régime de pénalité applicable au marché implique le plafonnement du montant total des pénalités appliquées au titulaire pendant la durée du marché à 10% du montant total du marché.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le facilitateur transmettra à cette fin les documents suivants au rythme mensuel :

- les feuilles d'heures mensuelles des personnes éligibles
- le bilan global des heures réalisées décomposé mensuellement

## **ARTICLE 7 - CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES**

### **7.1 Clauses sociales**

#### **Définitions générales**

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions des articles L2112-2 à L. 2112-4 et L. 3114-2 et 3 du code de la commande publique, en incluant dans le cahier des charges de cet accord cadre une clause sociale d'insertion en condition d'exécution.

Le titulaire (entreprise ou groupement d'entreprises) devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires précisés ci-après, comme critère d'exécution du présent marché. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

A l'issue du marché, le titulaire étudiera toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

Cette action d'insertion se traduit par un nombre d'heures d'insertion que l'attributaire devra réaliser.

Le nombre d'heure d'insertion à réaliser sera de :

Montant Opération	Durée	Activité	Heures d'insertion
Max : 1 000 000 €	4 ans	Dragages fluviaux	63 h par tranche de 100 000 € facturés Max estimé sur 4 ans : 630 h

La globalisation des heures d'insertion par le titulaire est autorisée.

### Globalisation des heures d'insertion

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi et la gestion de la clause par ladite entreprise.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation conforme d'une seule des prestations prévues aux différents marchés des différents acheteurs concernés.

La globalisation est mise en œuvre à la suite de la demande du titulaire. Elle intervient dans l'intérêt conjoint d'entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d'insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d'insertion est ainsi plus susceptible de s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Le facilitateur est garant du reporting. La demande peut être déclarée recevable sur la base des critères suivants :

- Si la mesure est favorable au salarié en insertion ;
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur ;
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

## Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par le Hub ASER, Guichet Unique Territorial des Clauses Sociales.

Hub territorial des ASER - Guyane (HUB TERRITORIAL DES ACHATS SOCIALEMENT RESPONSABLES) CRESS 2171 route de montjolly 97354 Rémire-Montjolly	Facilitateur clause sociale  Tél. +594 594 20 76 70  courriel: <a href="mailto:clausesociale@cress-guyane.org">clausesociale@cress-guyane.org</a>
---	---

Dans ce cadre, le facilitateur de la clause sociale a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise à définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences) ;
- Identifier le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion ;
- Mettre en œuvre des actions de formation (pré-qualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes spécialisés ;
- Suivre l'application de la clause et évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises ;
- Mesurer et communiquer auprès de l'acheteur et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du contrat.

### Modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

Les modalités de réalisation de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

- L'embauche directe de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) ;
- La mise à disposition de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ou à une Entreprise de Travail temporaire Adapté (ETTA), ou à une Entreprise Adaptée (EA), ou à un Établissement et service d'aide par le Travail (ESAT), ou à un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ), ou à une Entreprise de Travail Temporaire (ETT<sup>1</sup>) ;
- Le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une Entreprise d'Insertion (EI), un Atelier Chantier d'Insertion (ACI), une Entreprise Adaptée (EA), un Établissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT), une Entreprise d'Insertion par le Travail Indépendant (EITI), ou un Travailleur Indépendant Handicapé (TIH).

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à contacter le facilitateur afin d'échanger avec lui sur une répartition convenable de la volumétrie d'insertion sous-traitée. En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

<sup>1</sup> La mise à disposition de salariés en insertion par une ETT est régie par l'accord du 7 septembre 2005 relatif aux modalités de mise en œuvre des dispositions de l'article L. 124-2-1-1 du code du travail, prévoyant notamment la mise en place d'une convention tripartite sur le plan d'accompagnement et de suivi dans l'emploi.

### Modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le titulaire fournit mensuellement tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le maître d'ouvrage, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur de la clause sociale étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

L'exécution de la clause pourra faire l'objet d'un suivi en réunion de chantier.

À l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertions formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

À l'achèvement du marché, le titulaire présente, avec son projet de décompte final, l'attestation du facilitateur de la clause sociale, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par le titulaire.

### Comptabilisation des heures d'insertion, de formation et durée d'éligibilité des salariés en insertion

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois.

#### Cas particulier d'embauche en CDI et de prolongation de l'éligibilité :

Dans l'intervalle temporel de réalisation du contrat public, si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois de plus que les 24 mois habituels, dans la limite de 36 mois.

Dans tous les cas (prolongation éligibilité avec CDI, globalisation, etc.), la comptabilisation des heures ne peut intervenir que dans l'intervalle temporel du contrat public.

#### Comptabilisation des heures de formation :

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, Contrat d'Insertion Professionnel Intérimaire (CIPI), Contrat de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI), Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI), ), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

En revanche, les périodes de formation ou de stage ne sont pas comptabilisées en amont de l'embauche (PMSMP, stages, etc.).

Néanmoins, lorsque la formation, notamment sous forme de POEC/POEI ou CIPI (Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire), a pour objectif de permettre à ces personnes d'accéder à un emploi, notamment dans le cadre de clause sociale, le temps de formation initiale, antérieur au contrat de travail, peut être comptabilisé, à certaines conditions cumulatives :

- L'entreprise est mobilisée dès l'entrée en POEC/POEI/CIPI, accueille la personne lors des périodes pratiques de la formation.
- La comptabilisation des heures de formation intervient à la suite du recrutement, voire à l'issue de la fin de la période d'essai.
- La valorisation des heures de formation intervient dans une limite de 10% des heures d'insertion réalisées dans le cadre du marché.

### Difficultés éventuelles de réalisations

Le titulaire notifie à l'acheteur et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'acheteur et le facilitateur, étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion :

- En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander à l'acheteur la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.
- En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause d'insertion sociale.

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure en cause correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure en cause doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

## **7.2 Clauses Environnementales**

Le maître d'ouvrage définira dans les marchés subséquents des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, le tri et l'évacuation des déchets.

## **ARTICLE 8 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **8.1 Retenue de garantie**

Il ne sera pas prévu de retenue de garantie dans les pièces particulières des marchés subséquents.

## **8.2 Avance**

Une avance sera accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement des marchés subséquent. Elle n'est due que sur la base du montant du marché subséquent diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 35 % du montant initial du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 35 % de 12 fois ce montant divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-3 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution des travaux concernés par le marché subséquent.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du lot atteint 50 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 90 %.

Si l'accord cadre est conclu avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants.

Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 9 - RÉSILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 46.31.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 46.31 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RPA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 46.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 46.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 10 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP et de l'AE sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

CCP 1.9 déroge à l'article 8.1 du CCAG Travaux

CCP 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG Travaux

CCP 5.1 déroge à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux

CCP 10 déroge à l'article 46.3.1 du CCAG Travaux

AE 3.1 déroge aux articles 19.1.1 et 28.1 du CCAG Travaux